

**Séance du 15 décembre 2025**

Date de la convocation : 11/12/2025

**Membres en  
exercice : 19**

**Présents : 15**

**Votants : 15**

Pour: 15

Contre: 0

Abstentions: 0

Le quinze décembre deux mille vingt-cinq à 18 heures 30 l'assemblée  
régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Francis  
SAINT-LEGER,

**Présents :** Maxime ATGER, Joseph BEAUFILS, Claudine  
BESSIERE, Michel BONNAL, Céline DELMAS, Gisèle GERBAL,  
Lydie JOURDAN, Jacqueline LIZZANA, Patrice MONTEIL, Francis  
SAINT-LEGER, Gilbert SALLES, Yvan VELAY, Gaëlle COULOMB,  
Christophe BRUN, Serge .BRUGUIER

**Représentés :**

**Excusés :**

**Absents :** Kristelle BILLARD, Geneviève FABRE, Bernadette  
GAILLARD, Patrice SAINT-LEGER

**Secrétaire de  
séance :**

Jacqueline LIZZANA

**DE\_067\_2025 - Objet : Modalité de mise en oeuvre de la  
participation au financement de la protection sociale  
complémentaire PREVOYANCE des agents dans le cadre de  
l'accord collectif local.**

Vu le code général de la fonction publique et notamment l'article L 827-7 duquel  
résulte l'obligation pour les Centres De Gestion (CDG) de mettre en place des  
conventions de participation portant sur la protection sociale complémentaire des  
agents pour le compte des collectivités et de leurs établissements publics,

Vu l'ordonnance n°2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux  
accords collectifs,

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale  
complémentaire dans la fonction publique,

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale  
complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de  
leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'accord de méthode national du 12 juillet 2022 établi par les partenaires  
sociaux,

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023, portant réforme de la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale,

Vu l'accord de méthode départemental du 16 mai 2024 établi par les partenaires sociaux,

Vu l'accord collectif local du 30 avril 2025 instituant un régime complémentaire de prévoyance»,

Vu l'avis favorable du CST du 5 décembre 2025

**Le Maire rappelle à l'assemblée** que la réforme de la protection sociale complémentaire, introduit une obligation de participation des employeurs publics à la mise en place d'un régime de prévoyance au profit de leurs agents.

Le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de PSC et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement précise les garanties et le niveau minimal de participation des employeurs.

Par ailleurs l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 crée l'obligation pour les centres de gestion de conclure, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics des conventions de participation avec les organismes mentionnés à l'article L. 827-5 dans les conditions prévues à l'article L.827-4.

Dans le cadre de cette réforme de la Protection Sociale Complémentaire (PSC) dans la fonction publique territoriale et suite à la signature de l'accord collectif national du 11 juillet 2023, les organisations syndicales représentatives du personnel et les représentants des collectivités sous la coordination du CDG48 se sont réunis aux fins de négociation sur le champ d'application et les modalités de mise en œuvre du nouveau régime de protection sociale complémentaire en matière de prévoyance.

Les représentants des collectivités territoriales de la fonction publique territoriale de la Lozère et les représentants des organisations syndicales mandatés ont établi et signé le 30 avril 2025 un accord collectif local au sens de l'article L222-3 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP), visant à mettre en place un régime de prévoyance au profit des agents de la fonction publique territoriale à adhésion obligatoire.

Suite à la procédure d'appel d'offre qui s'est déroulée du 22 mai au 26 juin 2025 et

à la commission d'appel d'offre du 09 juillet 2025 le groupement d'assurance DIOT SIACI MALAKOFF HUMANIS a été retenu.

Une convention de participation a été proposée par le Centre de Gestion de le Fonction Publique territoriale

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

**DÉCIDE :**

1°) D'adopter l'accord collectif local du 30 avril 2025 instituant un régime complémentaire obligatoire de prévoyance au bénéfice des agents des collectivités territoriales du département de la Lozère.

2°) D'adhérer à la convention de participation relatif au risque prévoyance proposée par le groupement d'assurances DIOT SIACI MALAKOFF HUMANIS et à la convention d'accompagnement à la gestion du CDG48, pour une durée de 6 ans.

3°) De fixer le montant de participation de la collectivité par agent et par mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, comme suit :

- Une participation de 50 % du montant de la cotisation de l'agent

4°) D'appliquer cette participation en référence uniquement à l'offre de base.

5°) D'inscrire les crédits nécessaires aux budgets des exercices.

6°) D'autoriser le maire à signer tout document relatif à la convention.

La Secrétaire,



Jacqueline LIZZANA

Pour copie conforme,  
Le Maire,



Francis SAINT-LEGER

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication, par courrier postal ou par le biais de l'application informatique « Télérecours », accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>

